



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 291

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

Mme la présidente . Je vous prie d'être plus silencieux dans l'hémicycle. La parole est à Mme Caroline Parmentier.

Mme Caroline Parmentier . Monsieur le premier ministre, mardi dernier, lors de votre discours de politique générale, vous avez parlé de tout et surtout de rien.

M. Erwan Balanant . Il faudrait savoir : de tout ou de rien ?

Une députée du groupe LFI-NFP . Mais vous n'avez pas voté la censure !

Mme Caroline Parmentier . Vous avez parlé de tout sauf de la principale priorité des Français : le pouvoir d'achat, grand absent de votre déclaration. Nous avons eu un vague espoir lorsque vous avez évoqué les gilets jaunes – la plus grande révolte de la France du travail depuis un siècle – mais vous n'avez rien dit pour cette majorité de Français qui placent le pouvoir d'achat en tête de ses inquiétudes.

M. Fabien Di Filippo . Il faut travailler pour avoir du pouvoir d'achat !

Mme Caroline Parmentier . En janvier et février 2025, les hausses de prix vont toucher de plein fouet les classes moyennes et populaires : augmentation des tarifs des mutuelles – 6 % en 2025 après une hausse de 8 % en 2024, de sorte que de plus en plus de Français renoncent à se soigner –, augmentation du prix du gaz, des tarifs de la poste, des péages ; s'y ajoutent le coût prohibitif du logement, la baisse du livret A décidée contre la France qui fait des sacrifices et des efforts pour épargner, la paralysie des salaires frappant la France qui travaille alors que l'épisode inflationniste a occasionné des difficultés économiques durables pour les Français.

Dans ma circonscription du Pas-de-Calais, celle de Béthune et des trente et une communes des alentours, les habitants ne me parlent pas de vous, monsieur le premier ministre, mais de leurs préoccupations quotidiennes : ne pas arriver à vivre de leur salaire, mettre de l'essence dans leur voiture, se chauffer, remplir le chariot de courses, racheter une paire de baskets à leurs enfants le dix du mois. Je me fais la messagère de leurs questions : comment vont-ils faire pour arriver à la fin du mois de janvier ? Comment feront-ils le mois suivant et celui d'après ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre délégué chargé des relations avec le Parlement.

M. Patrick Mignola, *ministre délégué chargé des relations avec le Parlement*. Il est exact que la préoccupation

des Français est de savoir comment ils vivront mieux, aujourd'hui et demain.

M. Nicolas Meizonnet . C'est pour cela que tu n'as pas été réélu !

M. Patrick Mignola, *ministre délégué* . Le gouvernement est entièrement mobilisé et concentré sur cet objectif : faire en sorte que le travail paye mieux et, pour ce faire, poursuivre les efforts réalisés depuis sept ans. (« Ah ! » sur les bancs du groupe RN.) Je rappelle à la représentation nationale que, s'il est un résultat à porter au crédit des élus qui se sont battus en matière économique et sociale depuis sept ans, c'est d'avoir vaincu le chômage de masse. (Applaudissements sur les bancs du groupe EPR et sur quelques bancs des groupes Dem et HOR. – Protestations sur les bancs du groupe RN.)

M. Stéphane Peu. Le plus gros mensonge de la Macronie !

Mme Sandra Regol . Et le bilan de la précarité ?

M. Patrick Mignola, *ministre délégué* . Ce travail, réalisé avec les partenaires sociaux, en faisant confiance au monde de l'entreprise et en libérant les énergies, doit se poursuivre. J'observe qu'une des premières atteintes portée au pouvoir d'achat des Français durant les derniers mois résulte de l'inquiétude et de l'incertitude des milieux économiques consécutives à la censure à laquelle vous n'êtes pas étrangère. (*Protestations sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Mme la présidente. Un peu de silence, s'il vous plaît !

M. Patrick Mignola, *ministre délégué* . Je souhaite vous assurer que l'objectif principal du gouvernement conduit par François Bayrou est de ne pas toucher aux impôts des classes moyennes et des classes les plus fragiles de notre société. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR. – Protestations sur les bancs du groupe RN.*) Dans les semaines qui viennent, notre premier devoir sera de les protéger et de les servir grâce à une action publique se déployant sur le terrain. Action publique et services publics constituent en effet les premiers biens de ceux qui en ont peu.

M. Nicolas Meizonnet . Bla bla bla !

M. Patrick Mignola, *ministre délégué* . Nous accompagnerons ces Français au cours des semaines et des mois qui viennent pour qu'aux côtés des partenaires sociaux réunis en conférence sociale, nous puissions déterminer les initiatives gouvernementales destinées à garantir que le travail paie mieux et à sortir des bas salaires. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et Dem.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme Caroline Parmentier.

Mme Caroline Parmentier . Puisque vous n'avez plus de circonscription, je vous invite à m'accompagner dans le quartier des cheminots de Béthune et dans celui du Mont-Liébaud : vous répondrez cela vous-même à leurs habitants. (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Données clés

Auteur : [Mme Caroline Parmentier](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (9^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 291

Rubrique : Pouvoir d'achat

Ministère interrogé : Relations avec le Parlement

Ministère attributaire : Relations avec le Parlement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 janvier 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 22 janvier 2025